

La Birmanie isolée sur la question des Rohingya

La répression de la minorité musulmane tend les rapports avec les pays voisins

BANGKOK -
correspondant en Asie du Sud-Est

Les allégations d'une terrible répression militaire contre la population musulmane qui filtrent depuis des semaines de l'Etat birman de l'Arakan placent la Birmanie et sa première ministre de facto, Aung San Suu Kyi, dans une situation délicate. L'ancienne dissidente, qui occupe la double fonction de ministre des affaires étrangères et de conseillère d'Etat, est désormais consciente de la position d'isolement croissant du Myanmar (le nom officiel de la Birmanie) sur le plan diplomatique. Particulièrement à l'égard des pays musulmans de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dont la Birmanie fait partie.

Pour tenter de contrer les accusations de violences d'Etat contre les musulmans rohingya des districts nord de l'Arakan, Aung San Suu Kyi avait invité, à Rangoun, lundi 19 décembre, les ministres des affaires étrangères des neuf autres pays de l'Asean. Le but était de tenter d'«expliquer» la position de la Birmanie, qui ne reconnaît pas la citoyenneté de beaucoup de ces musulmans, qu'elle considère comme des immigrés «bengalis» venus du Bangladesh voisin.

C'est avec la Malaisie, pays majoritairement musulman, que les relations se sont le plus détériorées. Anifah Aman, son ministre des affaires étrangères, a estimé que la situation dans l'Etat de l'Arakan «est désormais une préoccupation régionale et devrait être résolue de concert [par les pays de l'Asean]». Le 4 décembre, le premier ministre malaisien, Najib Razak, avait accusé la Birmanie de «génocide» dans l'Arakan. Outrée, Aung San Suu Kyi avait interdit aux travailleurs migrants birmanes de se rendre en Malaisie, où ils forment une importante communauté.

Avec le Bangladesh voisin, où plus de 27000 Rohingya ont fui depuis début octobre, les relations se sont également dégradées. Depuis l'attaque initiale de combattants d'un groupe armé rohingya

contre des postes-frontières birmanes le 9 octobre, un assaut qui avait été le déclencheur de la répression, l'armée birmane a annulé toutes les réunions qu'elle tient habituellement avec ses homologues bangladais. Et c'est au Bangladesh qu'auraient bien pu être entraînés ces assaillants, préfigurant les contours d'un possible nouveau conflit avec la Birmanie.

Cité par l'Agence France-Presse, l'ancien secrétaire général de l'Asean, Ong Keng Yong, a jugé que la crise birmane est «ce genre de problèmes qui pourraient avoir des conséquences sur les questions de paix et de sécurité» dans la région. De son côté, le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini, a verbalement critiqué la Birmanie vendredi 16 décembre pour sa gestion de la crise «dépourvue de sensibilité», qui a consisté «à faire empirer une situation déjà mauvaise».

Embarras

Les discussions de Rangoun, qualifiées de «franches et constructives» par le ministre singapourien des affaires étrangères, Vivian Balakrishnan, n'ont pas dû être aisées à mener pour Aung San Suu Kyi, qui ne peut se permettre de reconnaître une «épuration ethnique», en dépit de nombreux témoignages en ce sens. Amnesty International a publié lundi un épais rapport sur la situation. Un Rohingya du village de Wa Peik y décrit des conditions de vie effroyables dans cette région, où environ 130000 personnes survivraient sans aucune aide extérieure depuis deux mois en raison du blocus imposé par les autorités birmanes : «Nous n'avons pas de nourriture, pas de vêtements, on dort dans les champs. On est proches du point de rupture.»

La Prix Nobel de la paix 1991 est dans l'embarras entre une armée restée toute-puissante et une opinion internationale en partie déçue par le comportement au pouvoir de celle qui fut une icône mondiale de la lutte pour les droits de l'homme. ■

BRUNO PHILIP

Le Tchad sous la menace d'une explosion sociale

La baisse des cours du pétrole a vidé les caisses de l'Etat. Depuis des mois, enseignants, étudiants et personnels de santé sont en grève

Une fois n'est pas coutume : Idriss Déby, dont l'aura repose sur son sens de la tactique militaire, pourrait se prévaloir des encouragements d'organisations de défense des droits de l'homme et d'associations féministes. Les députés tchadiens ont voté, lundi 12 décembre, l'abrogation de la peine de mort, sauf pour les actes de terrorisme, interdit les mariages précoces des jeunes filles mineures et fait passer l'homosexualité de crime à délit. Mahamat Ali, étudiant en première année à l'université de N'Djamena, se fiche pas mal de ces mesures progressistes qui semblent destinées avant tout à séduire les paritaires occidentaux du Tchad au moment où son pays traverse une violente crise sociale.

Les principaux tourments du seul président que le jeune homme ait connu – Idriss Déby est au pouvoir depuis vingt-six ans – ne viennent pas cette fois des colonnes de pick-up rebelles fonçant sur la capitale depuis le Darfour ou les montagnes du Tibesti. Ni des insurgés islamistes de Boko Haram qui s'infiltrèrent par le lac Tchad. Le danger vient aujourd'hui de l'état des finances publiques.

Depuis trois mois, les enseignants, les étudiants et les personnels de santé sont en grève. Seuls les magistrats viennent de suspendre pour un mois leur mot d'ordre. Le débrayage a commencé en septembre, lorsque le gouvernement a annoncé de sévères mesures d'austérité pour juguler la crise financière due, dit-il, à la chute des cours du brut et à l'effort de guerre contre les

groupes djihadistes. Sèchement, les indemnités des fonctionnaires ont été réduites de moitié et les bourses des étudiants ont cessé d'être versées. L'objectif gouvernemental est de diminuer de 31 % les dépenses de l'Etat.

Depuis lors, Mahamat Ali ne reçoit plus un sou de l'Etat et, comme tous les élèves du pays, «ne [fait] rien puisqu'il n'y a rien à faire et que tout est à plat». Le chef de division d'une administration confiée sa situation, comme celle des comptes publics, est «alarmante». «Nous en sommes à trois mois d'arriérés. Normalement, je touche 600000 francs CFA [912 euros] par mois, qui couvrent le tiers des dépenses de la famille. Depuis septembre, mon salaire mensuel est amputé de 200000 francs CFA [304 euros]», dit-il sous couvert d'anonymat.

«Malédiction de l'or noir»

La colère est d'autant plus grande que, «pendant la période faste des revenus pétroliers, le gouvernement a refusé d'augmenter les salaires», dénonce l'opposant Gali Ngothé Gatta. Face au mécontentement général, le pouvoir n'a aucune proposition, aucune solution, car les comptes sont à sec. Cette situation peut mener à une explosion sociale que le gouvernement aura du mal à contenir, sauf par la répression». Depuis le début de la fronde sociale, les voix contestataires sont soumises à la pression des forces de l'ordre.

Pivot sécuritaire dans la bande sahélo-saharienne, principal allié militaire de la France dans la région – le quartier général de l'opération «Barkhane» est installé à N'Djamena –, le Tchad a vu

«Le pouvoir n'a aucune proposition, aucune solution, car les comptes sont à sec»

GALI NGOTHÉ GATTA
opposant tchadien

ces dernières années ses échanges commerciaux, notamment de bétail, perturbés par l'insécurité aux frontières. Ses interventions militaires extérieures ont renforcé le poids d'Idriss Déby sur la scène internationale mais ont grevé les comptes publics, même si celle au Mali est financée par les Nations unies.

Désormais, c'est de la «malédiction de l'or noir» que souffre le Tchad. «Les investissements sont montés en flèche au début des années 2000 sous l'effet du développement du secteur pétrolier [la production a débuté en 2003]. (...) Au cours de la période 2004-2015, le Tchad a perçu le montant impressionnant de 13 milliards de dollars en recettes pétrolières», indique le Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport d'août. Mais les cours se sont effondrés et les revenus tirés du pétrole, qui culminaient à 2 milliards de dollars en 2011, n'étaient plus que de 200 millions en 2015, selon le FMI.

De surcroît, les finances de l'Etat sont ébranlées par un accord avec la multinationale Glencore. Pour racheter en 2014 les parts de Chevron dans les gisements de Doba, le pouvoir a contracté auprès du

giant anglo-suisse des matières premières un prêt de 1,45 milliard de dollars. Glencore devait se rembourser en quatre ans en exportant pour son propre compte les barils tchadiens. Mais, là encore, la chute du prix du brut a bouleversé les plans. «Cette dette a été rééchelonnée jusqu'en 2022», indique le chercheur Ousmane Houzibé. Résultat : le pays ne bénéficie toujours pas des dividendes de la Société des hydrocarbures du Tchad dans le consortium de Doba, puisqu'ils sont directement cédés à Glencore en remboursement. ■

Nouveaux riches

Or cette dette n'est pas le seul gouffre des finances tchadiennes. «La vraie question, c'est la gouvernance, dit une source officielle sous couvert d'anonymat. Ces dernières années, on a ouvert des chantiers un peu partout, sans planification. Aujourd'hui, tout est à l'arrêt. Les voyages intempêtes du chef de l'Etat avec toute sa cour coûtent excessivement cher. Quant aux régies de l'Etat [douanes et impôts], le président y a placé ses parents qui ne reversent pas les prélèvements sur le compte du Trésor.»

Le boom pétrolier a fait naître au Tchad une classe de nouveaux riches, mais ce sont aujourd'hui les populations qui payent le prix de la chute des cours. A Paris, certains décideurs s'inquiètent pour la stabilité de ce pays stratégique. Mais remettre en cause l'alliance avec Idriss Déby n'est pas envisageable, il est trop précieux pour être ouvertement critiqué et les bailleurs internationaux devraient lui apporter au plus vite une bouffée d'oxygène. ■

CYRIL BENSIMON

L'extrême droite autrichienne s'allie à Russie unie, le parti de Vladimir Poutine

L'accord avec le FPÖ a été signé, côté russe, par une personnalité visée par les sanctions occidentales

VIENNE - correspondant

On savait que nombre de formations politiques européennes faisaient les yeux doux au maître du Kremlin. Mais qu'un contrat de coopération soit signé en bonne et due forme entre un parti d'extrême droite, en tête dans les sondages dans un pays membre de l'Union européenne, et le parti de Vladimir Poutine, cela ressemble à une première.

Lundi 19 décembre, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) et Russie unie ont signé un accord inédit qui vient encadrer des liens d'amitié tissés de longue date. Ces deux pages, vite rédigées, sont signées, côté russe, par Sergueï Jelezniak, une personnalité visée par les sanctions occidentales.

Une importante délégation du FPÖ s'est rendue jusque dans la capitale russe, pour afficher ostensiblement sa proximité avec le régime à coups de selfies enjoués sur Facebook.

Norbert Hofer, le candidat à la présidentielle du 4 décembre, faisait partie du voyage, tout comme Heinz-Christian Strache, le chef du FPÖ, le député David Lasar, vice-maire de Vienne, Johann Gudenus, connu pour être un excellent russophone, et Harald Vilimsky, vice-président du groupe Europe des nations et des

libertés créé par Marine Le Pen au Parlement européen.

Le texte en dix points a été rendu public par un journaliste du quotidien autrichien *Kronen Zeitung*. Valable pour les cinq prochaines années, il prévoit l'établissement d'un partenariat étroit à différents niveaux. Les deux partis s'engagent, par exemple, à «partager des informations sur les questions concernant la Fédération de Russie et la République d'Autriche» ou «les relations bilatérales et internationales». Ils promettent également de coopérer pour «renforcer l'éducation des jeunes générations dans un esprit de patriotisme». Bref, l'accord fait du FPÖ «une cinquième colonne poutinienne en Europe», selon le député écologiste Karl Öllinger, pourfendeur de longue date de tous les tropismes moscovites.

Il a sans doute surtout été conçu comme un pied de nez à la

L'accord fait du FPÖ «une cinquième colonne poutinienne en Europe», selon un député écologiste

chancelière allemande Angela Merkel, en campagne pour sa réélection, qui a encore joué de toute son influence pour que l'Union européenne reconduise, lors du Conseil européen du 15 décembre, les sanctions économiques prises en 2014 à l'encontre de la Russie à la suite du conflit ukrainien. Et il intervient alors que Donald Trump aux Etats-Unis et François Fillon en France plaident pour un rapprochement avec Moscou.

Tradition antisoviétique

En fraternisant ostensiblement avec la puissante extrême droite autrichienne – elle a obtenu l'un des meilleurs scores jamais enregistrés par cette famille politique en Europe de l'Ouest depuis la seconde guerre mondiale, avec 46,2 % des voix à la présidentielle – Vladimir Poutine entend mettre en lumière des liens privilégiés, étroitement tissés depuis huit ans. Dans l'UE, le FPÖ est l'une des formations dont les rapports amicaux avec Moscou comptent parmi les plus solides et constants.

En 2008, Heinz-Christian Strache a en effet opéré un tournant majeur, avant tout le monde, en étant l'un des très rares à soutenir Vladimir Poutine dans la guerre en Géorgie. Cela n'allait alors pas de soi, car l'extrême droite autrichienne puise ses racines, depuis

les années 1950, dans un antisoviétisme très chauvin. En 2012, des élus du FPÖ ont rendu visite à Ramzan Kadyrov en Tchétchénie.

Deux ans plus tard, l'extrême droite autrichienne a approuvé l'annexion de la Crimée. Et depuis, le FPÖ ne cesse de réclamer l'abrogation des sanctions européennes. Concernant le conflit ukrainien, Heinz-Christian Strache a aussi remercié les Russes d'«avoir libéré Alep du groupe Etat islamique».

«Le froid moscovite a dû monter à la tête de ces messieurs» commente Georg Niedermühlbacher, du Parti social-démocrate (SPÖ), pour qui ce nouveau pacte relève de «l'aliénation mentale» consécutive à la récente défaite électorale de M. Hofer. «L'espère juste que le FPÖ ne va pas jusqu'à se faire financer par la Russie, car ce serait un scandale de premier ordre.» Le parti d'extrême droite a toujours démenti tout intérêt-ement pécuniaire.

«Nous avons des crédits seulement auprès de banques autrichiennes», affirme même M. Strache. Une allusion très claire au prêt de 9 millions d'euros contracté en 2014 par son principal allié, le Front national, auprès d'un établissement russe. Flatté d'être «parti frère», le FPÖ en deviendrait presque mauvais camarade. ■

BLAISE GAUQUELIN

ÉTATS-UNIS Trump officiellement élu président par les grands électeurs

La majorité des membres du collège électoral américain a validé, lundi 19 décembre, l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. Obtenant sans surprise les 270 voix nécessaires

à son élection sur les 538 que compte le collège électoral, le milliardaire a évoqué «une victoire électorale écrasante historique». Se félicitant de sa victoire, le républicain s'est engagé à travailler pour «rassembler le pays» et devenir «le président de tous les Américains». – (AFP)

LCP
ASSEMBLÉE NATIONALE

François BAYROU

Invité de

QUESTIONS
D'INFO

Mercredi 21 décembre à 20h30

Emission politique présentée par Frédéric HAZIZA

Avec :
Françoise FRESSOZ, Frédéric DUMOULIN et Yaël GOOSZ

LCP Le Monde AFP franceinfo

sur le canal 13 de la TNT, le câble, le satellite, l'ADSL, la téléphonie mobile, sur iPhone et iPad. En vidéo à la demande sur www.lcpan.fr et sur Free TV Replay.

www.lcpan.fr